

Le « crime » des pro-russes ukrainiens

10 mai 2014



Kharroubi HABIB

Imaginez ce qu'aurait été la réaction des Européens et de l'Amérique si pour sauver l'ordre constitutionnel le président ukrainien déchu Viktor Ianoukovitch avait ordonné l'intervention de l'armée contre les manifestants pro-européens de la place Maidan. Ils se seraient déchaînés, l'auraient certainement accusé de crime contre l'humanité et ramené contre lui le ban et l'arrière-ban des prétendus défenseurs des droits de l'homme.

C'est pourtant ce que les tombeurs de Ianoukovitch ont décidé de faire contre les manifestants pro-russes de l'est du pays. L'intervention militaire décidée par les autorités de Kiev a déjà fait des dizaines de victimes pour la plupart des civils sans que l'Union européenne et les Etats-Unis ne s'en émeuvent. Au contraire, ils approuvent ce recours à l'armée et le justifient comme indispensable pour « sauver » l'Ukraine de la partition que selon eux Moscou chercherait à provoquer. Le « crime » donc des manifestants dans l'est du pays est d'être pro-russes et à ce titre leur massacre par l'armée serait acceptable. C'est bien ce que sous-entendent les réactions occidentales aux affrontements meurtriers auxquels donne lieu l'intervention de l'armée déployée par les autorités de Kiev.

Il se révèle que les Occidentaux font plus qu'approuver et justifier la « reprise en main » brutale de la région Est de l'Ukraine par les autorités provisoires de Kiev. Alors qu'ils somment Moscou de « retirer » son soutien aux pro-russes ukrainiens, des dizaines de leurs spécialistes de leurs services de renseignements ont été envoyés sur le terrain pour « conseiller » et contribuer à cette reprise en main que le ministre russe des Affaires étrangères Sergueï Lavrov a qualifiée à juste titre de guerre déclarée à son propre peuple par le régime de Kiev.

Si l'Ukraine en est arrivée là, la responsabilité n'incombe pas à la Russie accusée sur tous les tons de vouloir réintégrer sinon l'Ukraine, du moins l'est du pays dans le giron de sa fédération. Ce sont en fait l'Union européenne et les Etats-Unis qui ont ouvert la boîte de Pandore dans la crise ukrainienne en soutenant et défendant, y compris par l'ingérence, la partie des Ukrainiens qui se sont rebellés contre le régime légal de Ianoukovitch qui s'était refusé à signer l'accord d'association avec l'Union européenne. Les pro-russes ukrainiens au moins aussi nombreux que les pro-européens sont dans leur droit à leur tour d'user des mêmes méthodes utilisées par ces derniers pour faire tomber Ianoukovitch et son gouvernement et que les Occidentaux avaient approuvé.

L'ingérence étrangère dans les affaires intérieures d'une nation est par principe condamnable (sauf bien entendu pour les tenants de ce droit du type Kouchner ou BHL dont l'humanisme et le droit de l'homme ne dupent plus personne). Pourquoi donc les Occidentaux la condamnent quand elle est pratiquée par d'autres puissances et la décrètent licite quand c'est eux qui la pratiquent ? Ce qui peut se passer en Ukraine concerne qu'on le veuille ou non la Russie, pour des raisons qui se rattachent à l'histoire, à la géopolitique, à l'économie, bref à tout. En tout cas, plus la Russie que l'Amérique. C'est bien cette Amérique qui s'est dotée d'une doctrine Monroe par laquelle elle a décrété que le continent américain est son pré

carré à l'intérieur duquel elle ne tolère aucune autre ingérence que la sienne. Elle ne reconnaît pas pour autant à la Russie, grande puissance elle aussi, le « droit » d'en avoir une similaire s'agissant de son environnement. La Russie de Poutine est résolue à remettre « les pendules à l'heure » à l'égard des prétentions impériales de l'Amérique. Les crises syrienne et ukrainienne lui ont permis de faire la démonstration de sa détermination.

Kharroubi Habib

»» http://www.lequotidien-oran.com/++cs_INTERRO++news=5197806